

Contre la séparation de l'Église et de l'économie

par Émile Keller

Émile Keller (1828-1909), qui fut surnommé « le député du *Syllabus*¹ » ne s'est pas soucié seulement du libéralisme religieux ou politique. Il aperçut très tôt les funestes conséquences du libéralisme économique inauguré par la Révolution (suppression des corporations) et encouragé par le Second Empire.

Ce thème est déjà très présent dans le commentaire du *Syllabus* qu'il publia en 1866 (et qui influença considérablement les *catholiques sociaux* que furent Albert de Mun et René de La Tour du Pin).

En 1881, Émile Keller jugea bon de revenir sur ce sujet dans une brochure intitulée *L'Église et la question sociale au 19^e siècle*², dont nous reproduisons ici les principaux passages.

Outre son évidente actualité, on remarquera notamment la façon dont elle présente la question si brûlante du « prêt à intérêt ».

Originaire d'une famille où se mêlaient industriels, commerçants, banquiers et magistrats, Keller connaissait de près la question. Sans entrer dans tous les détails, il rappelle de façon claire le principe essentiel : le simple fait de *prêter* de l'argent ne donne droit, en soi, à aucun intérêt. Il faut, pour cela, plus qu'un simple prêt : une véritable *association* du capital (prêté) et du travail pour une œuvre commune qu'on espère fructueuse, et dont les bénéfices comme les périls et les pertes doivent être équitablement partagés. Cette association peut se réaliser de différentes manières et sous différents noms, mais on voit immédiatement combien elle est contraire aux mœurs de la finance « anonyme et vagabonde » qui, sous le pavillon de la liberté, ne tend à rien de moins qu'à rétablir l'esclavage.

Jésus-Christ doit régner. Son règne bienfaisant doit profiter non seulement aux individus, mais aux familles, aux nations, à l'économie. Même si cet idéal peut paraître lointain et difficile à concrétiser dans l'immédiat, il doit au moins vivre dans nos intelli-

1 — Voir *Le Sel de la terre* 77 et 79.

2 — Paris, Levé, 1881 (20 pages).

gences et exciter nos volontés. Cette étude d'Émile Keller nous aidera à mieux le connaître et mieux le désirer.

Le sel de la terre.

— I —

L'Église et la question sociale au 19^e siècle

Chez nous, le mal ne consiste plus seulement dans des erreurs religieuses ou politiques. Il est plus profond. Il réside également en de fausses lois économiques, qui atteignent l'homme et la famille dans leur existence la plus intime, et qui menacent le monde moral d'une crise redoutable. De là, sous le nom de questions sociales, des périls spéciaux que je demande la permission de signaler.

Depuis un demi-siècle, l'industrie et le commerce, la spéculation et le crédit se sont donné libre carrière pour manier la richesse. L'argent étant considéré comme une marchandise dont toute entrave gênerait inutilement la circulation, les marchés à terme, les jeux de hasard et l'usure, jadis flétris par notre législation, ont pris droit de cité dans le monde financier, et sont devenus des branches importantes et lucratives de l'activité publique. L'agioteur ne s'inquiète plus du sort des malheureux aux dépens desquels il s'enrichit. Le créancier ne se demande plus à quelles extrémités son débiteur peut être réduit. Patrons et employés, au lieu de vivre comme jadis à la même table et sous le même toit, se quittent chaque soir comme des étrangers, allant chacun à ses peines ou à ses plaisirs. Confisquant à leur profit les découvertes de la science et les progrès de la richesse générale, les chefs d'industrie arrivent rapidement à l'opulence, pendant qu'abandonnés à eux-mêmes les travailleurs végètent dans la misère physique et morale. D'immenses sociétés de crédit se sont formées sans autre obligation pour leurs actionnaires que de toucher chaque année les dividendes prélevés sur l'opération. A Paris et dans les grandes villes, l'ouvrier, enrégimenté par des entrepreneurs, ne connaît même pas le propriétaire qui l'occupe. Plus de liens entre le riche et le pauvre. Entre les mains d'une nouvelle aristocratie, qu'on a justement appelée une féodalité financière, s'amassent des fortunes colossales, pendant que des millions d'hommes détachés du sol, désormais sans foyer, sans patrimoine et sans autels, forment, sous le nom de prolétaires, les nomades de la civilisation.

Les choses en sont venues là parce que cette grande évolution économique s'est faite complètement en dehors de l'Église, parce que capitalistes et ouvriers semblent s'être mis d'accord pour l'écarter de leurs débats, et que le clergé, il faut le dire, s'est trop facilement résigné à cette abdication. Il s'est produit ainsi une séparation non moins fatale que celle de l'Église et de l'État, celle de l'Église et des affaires.